

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES
DIRECTION LOGISTIQUE ET INFORMATIQUE
92, AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES**

**MARCHE RELATIF AUX FOURNITURES ET PRESTATIONS LIÉES
À LA PROTECTION INCENDIES DE LA CPAM DES YVELINES**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

CONSULTATION N°2025.78.3.2.1.004.00.00.00

Etabli en application du Code de la Commande Publique, en application de l'Article L.2124-2 de ce dernier et de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale.












**LA PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE EST UNE PROCEDURE D'APPEL
D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES ARTICLES L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-1 ET
SUIVANTS DU CODE PRÉCITÉ**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières comporte 23 feuillets,
Numérotés de 1 à 23 avec ses quatre annexes.








SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU MARCHÉ	4
LOT N° 1 – MAINTENANCE ET FOURNITURE DES EXTINCTEURS	5
3. PRESENTATION GÉNÉRALE	5
4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	5
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS D'ACQUISITION DE FOURNITURES	11
LOT N° 2 – MAINTENANCE DES S.S.I, DE L'ECLAIRAGE DE SECURITE (B.A.E.S) ET DES SYSTEMES DE DESENFUMAGE	13
6. PRESENTATION GÉNÉRALE	13
7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	13
8. TRAVAUX HORS MARCHÉ	16
LES MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	17
9. LES MODALITÉS D'INTERVENTION SUR SITE	17
10. LES QUALIFICATIONS DU PERSONNEL DU TITULAIRE	17
11. CONTROLE EFFECTUÉ PAR L'ORGANISME	18
12. RÉUNION DE DEMARAGE DU MARCHÉ	18
13. RÉUNION DU SUIVI DES PRESTATIONS	18
LES ANNEXES DU CCPT	20
ANNEXE 1 DU CCTP QUANTITÉS DES EXTINCTEURS	20
ANNEXE 2 DU CCTP DESCRIPTIF DES DÉSENFUMAGES	21
ANNEXE 3 DU CCTP DESCRIPTIF DES S.S.I	22
ANNEXE 4 DU CCTP LISTE DES B.A.E.S	23

ÉLÉMENTS CLÉS DU MARCHÉ

	Objet du contrat	MARCHE RELATIF AUX FOURNITURES ET PRESTATIONS LIÉES À LA PROTECTION CONTRE LES INCENDIES DE LA CPAM DES YVELINES
	Acheteur	Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines
	Type de contrat	Accord-cadre
	Procédure	Appel d'Offre Ouvert
	Structure	2 Lots
	Lieu d'exécution	L'ensemble des sites de la CPAM des Yvelines
	Délai	48 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités	Prévues dans le CCAP
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Mixte

1. DÉFINITIONS

	CCTP	Le CCTP , ou Cahier des Clauses Techniques Particulières, est le document contractuel qui contient toutes les clauses et dispositions techniques relatives à un marché public déterminé. Ces clauses et dispositions techniques déterminent l'ensemble des besoins à satisfaire par le potentiel candidat. Ce document, complété par le CCAP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	CCAP	Le CCAP , ou Cahier des Clauses Administratives Particulières, est le document contractuel regroupant l'ensemble des stipulations d'ordre juridique et financière régissant l'exécution du marché, telles que les conditions de règlement et de financement, les éventuelles garanties, les conditions de livraison, les pénalités, les délais d'exécution, les modalités de vérifications, etc. Ce document, complété par le CCTP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	AE	L' AE , ou Acte d'Engagement, est le document juridique qui formalise l'engagement du titulaire à exécuter les prestations décrites dans le marché, en accord avec sa proposition technique et financière. Ce document, complété par le CCTP, le CCAP et le BPU, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	CRT	Le CRT , ou Cadre de Réponse Technique, est un questionnaire destiné à faciliter la rédaction de l'offre technique par les entreprises qui souhaitent répondre au marché en balisant les réponses à apporter selon une trame. Ce document facilite également l'analyse technique par l'acheteur vu que les opérateurs économiques vont répondre selon le même ordre.
	Acheteur	L' acheteur , désigné le pouvoir adjudicateur, est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. Pour éviter les répétitions, les termes « acheteur » et « pouvoir adjudicateur » sont synonymes et seront utilisés dans le présent marché.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme « prestation » vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objectif de réaliser des prestations de maintenance préventive et corrective, ainsi que d'acquérir les fournitures nécessaires pour répondre aux exigences réglementaires en matière de protection contre les incendies sur l'ensemble des sites de la CPAM des Yvelines.

Conformément à l'Article L2113-10 du Code de la Commande Publique, le présent marché sera alloté en deux lots :

- Lot 1 – « Maintenance et fourniture d'extincteurs »

Le lot 1 concerne les services de maintenance préventive et corrective pour tous les extincteurs et équipements assimilés qui se trouvent sur les sites de la CPAM des Yvelines.

Sur l'ensemble des sites de la CPAM des Yvelines, le titulaire du marché étant responsable du bon fonctionnement des équipements dont il a la charge.

- Lot 2 : « Maintenance des S.S.I, de l'éclairage de sécurité (B.A.E.S) et des systèmes de désenfumage »

Le lot 2 se rapporte aux services de maintenance préventive et corrective à effectuer sur les Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I), des Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S), de l'éclairage de sécurité (B.A.E.S) ainsi que du système de désenfumage présents sur l'ensemble des sites de la CPAM des Yvelines.

Sur l'ensemble des sites de la CPAM des Yvelines, le titulaire du marché étant responsable du bon fonctionnement des équipements dont il a la charge.

Le coût du présent marché ne prévoit pas de montant minimum. En revanche, le montant maximum, qui correspond aux crédits budgétaires alloués par le pouvoir adjudicateur pour le présent marché, est réparti sur 48 mois de la manière suivante, par lot :

Lot	Intitulé	Montant maximum HT
1	« Maintenance et fourniture d'extincteur »	60 000 € HT
2	« Maintenance des S.S.I, de l'éclairage de sécurité (B.A.E.S) et des systèmes de désenfumage »	120 000 € HT

La CPAM des Yvelines précise que ces montants n'engagent pas contractuellement l'Organisme.

Les crédits alloués à ce marché correspondent au maximum cité plus haut ;

La CPAM des Yvelines prévient les candidats que toute offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués sera rejetée au motif que l'offre est inacceptable conformément à l'article 10.2 du règlement de consultation.

LOT N° 1 – MAINTENANCE ET FOURNITURE DES EXTINCTEURS

3. PRESENTATION GÉNÉRALE

4.1 Généralités

Le titulaire du présent lot est chargé de la maintenance de tous les extincteurs et robinets d'incendie appartenant à la CPAM des Yvelines, tant au moment de la notification du marché que pendant toute sa durée.

La CPAM possède actuellement 664 extincteurs, dont les détails et la localisation sont indiqués en ANNEXE 1 du CCTP. De plus, la CPAM des Yvelines dispose de 3 robinets d'incendie armés et de 2 Points d'Eau Incendie (PEI) privés.

Ces informations sont fournies à titre indicatif et peuvent évoluer au fil du temps, notamment en fonction de l'état de certains équipements, des changements apportés au patrimoine immobilier de la CPAM, ainsi que des transferts et acquisitions de fournitures qui en résultent.

Lorsqu'un site est fermé pour des travaux ou pour une cession, la CPAM des Yvelines récupère les articles et les stocke dans ses réserves situées au 92 avenue de Paris à Versailles. Durant la période de stockage, les extincteurs bénéficieront néanmoins d'interventions de maintenance afin d'être prêts à être réutilisés si nécessaire.

Cependant, l'Organisme se réserve la possibilité de proposer un avenant pour tenir compte de l'évolution des besoins, conformément à l'article 2.7 du CCAP.

Le titulaire a la responsabilité de conseiller la CPAM des Yvelines sur le nombre, l'emplacement et le type de matériels à installer.

4.2 Réglementation particulière

Les prestations objets du présent lot visent à la vérification périodique et au dépannage des extincteurs et robinets incendies de la CPAM des Yvelines dans le cadre des obligations réglementaires qui s'imposent à elle.

Ces opérations devront être réalisées en conformité et dans le but d'atteindre les normes suivantes :

Le titulaire devra réaliser ses prestations en conformité avec la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra également veiller à la conformité des extincteurs pendant toute la durée du marché. En cas de vente par le titulaire, le remplacement en raison de non-conformité sera de sa responsabilité, peu importe la marque de l'extincteur.

La liste donnée ci-dessus ne peut, en aucun cas être considérée comme exhaustive et figée, le titulaire est réputé connaître l'ensemble des normes qui s'imposent à l'exécution des prestations qu'il se voit confier et devra prendre en compte et à sa charge l'ensemble des modifications qui y seraient apportées.

4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Dans le cadre des missions qui incombent au prestataire, il aura pour tâche d'assurer les prestations de maintenance préventive et corrective pour l'ensemble des extincteurs et équipements assimilés de la CPAM des Yvelines.

Les prestations de maintenance préventive reposent sur une planification des interventions à intervalles réguliers sans attendre que les équipements ne subissent des défaillances. En intervenant de façon proactive visant à anticiper et à prévenir sur des problèmes potentiels, on augmente la durée de vie des équipements, on réduit les risques de pannes ou de dysfonctionnement et on améliore la fiabilité du matériel en évitant les interruptions inopinées.

Les prestations de maintenance corrective consistent en une intervention rapide pour mettre en œuvre des actions correctives visant à réparer l'équipement, afin de rétablir son bon fonctionnement. Cela permet de réduire au minimum les temps d'arrêt et les interruptions dans les processus opérationnels.

5.1 Maintenance préventive

5.1.1 Organisation

Le titulaire se voit confier les prestations de vérification annuelle réglementaire dite « maintenance préventive » d'extincteurs et robinets incendies dont la CPAM des Yvelines est propriétaire.

Les prestations relatives à la maintenance préventive seront réalisées chaque année, soit dans un délai qui ne saurait être inférieur à 11 mois et supérieur à 14 mois. Le titulaire effectuera également le renouvellement de l'eau des douches portatives à une fréquence annuelle.

Après conclusion du marché, le Responsable Hygiène et Sécurité transmettra un tableau recensant l'état du parc tel qu'il apparaît à ce moment. Le titulaire devra envoyer le tableau à jour prévus ci-dessus sous un mois après la réalisation de la maintenance préventive annuelle. À défaut des pénalités seront appliquées conformément à l'article 11 du CCAP.

Chaque année, le titulaire transmettra le calendrier d'intervention établi par ses soins au Responsable du Service Hygiène et Sécurité pour accord préalable, trois mois au maximum avant la date annuelle réglementaire pour la vérification des extincteurs. Ce calendrier pourra faire l'objet d'ajustements en fonction de la disponibilité des agents de la CPAM des Yvelines ou d'éventuels travaux à réaliser sur site, dans la limite du délai réglementaire de vérification annuelle des extincteurs.

En cas de changement de la réglementation applicable à ces matériels le titulaire devra en aviser la CPAM. Si cette modification concerne la périodicité des visites un avenant sera conclu pour prise en compte.

Après chaque contrôle, un compte rendu sera établi par le vérificateur faisant part des différentes anomalies constatées et des opérations de maintenance courante qu'il aura effectuées. Le titulaire est également tenu de fournir les certificats de conformité Q4 et Q5 dans les conditions prévues par la réglementation. À défaut, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 11 du CCAP.

Une fois l'ensemble des opérations préventives effectué, un état précis du parc sera remis à la CPAM sous forme numérique au format Excel, et sera mis à jour tous les ans.

Il comportera notamment :

- les dates de mise en service et de maintenance des extincteurs
- leurs lieux d'implantation,
- leurs types et caractéristiques.

5.1.2 Opération de maintenance préventive à effectuer

Le titulaire devra réaliser les vérifications et opérations énoncées ci-après, ainsi que celles qui pourraient avoir été omises, afin d'assurer la conformité des équipements.

La liste des tâches de la maintenance préventive ci-dessous n'est pas exhaustive :

A) Extincteurs à base d'eau douches portatives comprises

Nettoyage / contrôle général de l'appareil :

- Vérification approfondie de l'état extérieur de l'extincteur,

- Nettoyage général et examen détaillé de l'appareil,
- S'assurer de l'absence de pression interne, puis démonter le couvercle,
- Démonter la cartouche de gaz et contrôler sa masse (masse pleine et vide sont gravées sur le corps de la cartouche),
- Contrôler si la charge en gaz est en conformité avec les inscriptions figurant latéralement sur le corps de l'extincteur,
- Vérifier le(s) joint(s) d'étanchéité (remplacement si déchirure ou déformation),
- S'assurer du bon fonctionnement du système de sécurité (verrou, goupille, ...), du percuteur, des clapets, ressorts,
- Vérifier le tube plongeur,
- Nettoyer le filtre placé en amont de l'ajutage d'éjection,
- Vérifier le tuyau souple d'éjection et l'ensemble du circuit d'éjection par soufflage,
- Graisser les pièces mobiles (tige de percuteur en particulier),
- S'assurer du bon fonctionnement de la gâchette pour les appareils qui en comportent,
- Remplacer toutes les pièces défectueuses ou manquantes,
- Rincer le corps de l'extincteur et vérifier soigneusement son état intérieur,
- Toute corrosion interne doit être signalée à la personne responsable du contrat,
- Toute corrosion prononcée doit conduire à proposer à la personne responsable l'élimination de l'appareil.

Pour les appareils avec additif :

- S'assurer de la présence du flacon d'additif, de son état, que la date de péremption n'est pas dépassée,
- S'assurer de la présence de l'additif, de son état et de la date limite de péremption.

Remontage :

- Remettre en place le système de sécurité,
- Remonter la cartouche après graissage de la tête,
- Graisser les tiges filetées d'assemblage du couvercle (sauf indications contraires du constructeur),
- Remonter la tête,
- Plomber le système de sécurité aux marques du titulaire,
- Renseigner la fiche et l'étiquette de vérification de chaque appareil,
- Consigner la vérification sur le registre de sécurité.

En plus de ces vérifications, le titulaire effectuera également le remplacement de l'eau des douches portatives à une fréquence annuelle.

B) Extincteurs à poudre

Nettoyage / contrôle général de l'appareil :

- Vérification approfondie de l'état extérieur de l'extincteur,
- Nettoyage général de l'appareil,
- S'assurer de l'absence de pression interne, puis démonter le couvercle,
- Démonter la cartouche de gaz et contrôler sa masse (les masses pleine et vide sont gravées sur le corps de la cartouche),
- Contrôler si la charge en gaz est en conformité avec les inscriptions figurant latéralement sur le corps de l'extincteur,
- Vérifier le(s) joint(s) d'étanchéité (remplacement si déchirure ou déformation),
- Vérifier le bon fonctionnement du système de sécurité (verrou, goupille ou autres) du percuteur, des clapets d'éjection s'ils sont placés sur la tête, de la lance dans le cas contraire,
- Vérifier l'état du tube plongeur et du tube répartiteur du gaz de chasse,
- Vérifier le tuyau souple d'éjection s'il y en a un (absence de bouchon de poudre) et l'ensemble du circuit d'éjection de la poudre par soufflage,
- S'assurer du bon fonctionnement de la gâchette pour les appareils qui en comportent,
- Remplacer toutes les pièces défectueuses ou manquantes,

Contrôle de la poudre :

- Obstruer l'ouverture de l'appareil avec un chiffon propre, détasser la poudre en retournant et en secouant l'extincteur,
- Si l'on constate la présence de grumeaux ou d'agglomérats, remplacer la poudre (la charge doit être conforme à celle avec laquelle l'appareil a été certifié et indiquée par le constructeur dans les inscriptions latérales),
- Contrôler la masse de la charge,

Remontage :

- Remettre en place le système de sécurité s'il a été retiré,
- Remonter la cartouche de gaz propulseur après graissage du pas de vis,
- Graisser les tiges filetées d'assemblage du couvercle (sauf indications contraires du constructeur),
- Remonter la tête de l'appareil aussitôt après avoir détassé ou rechargé l'extincteur, suivant le cas et avant que la poudre ne se retasse,
- Plomber le système de sécurité aux marques du titulaire,
- Renseigner la fiche et l'étiquette de vérification de chaque appareil,
- Consigner la vérification sur le registre de sécurité,

C) Extincteurs au dioxyde de carbone (CO2)

Nettoyage / contrôle général de l'appareil :

- Vérification approfondie de l'état extérieur de l'extincteur
- Nettoyage général de l'appareil
- Démonter le tromblon (ou le flexible qui le relie à l'extincteur) et vérifier l'état du joint qui doit être changé s'il présente des déformations ou déchirures.
- Contrôler la charge par pesée, par différence avec la masse à vide (qui est considérée comme étant celle de l'appareil, sans sa charge et sans son dispositif de projection, mais avec sa robinetterie).
- S'assurer que les grilles ou orifices d'éjection du tromblon sont propres et dégagés, que ce dernier n'est pas cassé.
- Vérifier si le flexible (s'il y en a un) est en bon état sans marque ou fissure importante.
- Vérifier le bon fonctionnement du système de sécurité
- Plomber le système de sécurité aux marques du titulaire du contrat de maintenance
- Remonter le tromblon (avec son flexible s'il existe)
- Vérifier la date d'épreuve du service des mines
- Renseigner la fiche et l'étiquette de vérification de chaque appareil et consigner la vérification sur le registre de sécurité de chaque site.

D) Robinet d'incendie armé

Le robinet d'incendie armé :

- ne présente pas des traces de corrosion,
- ne présente pas de fuite visible.

Les flasques du robinet d'incendie armé :

- sont de couleur rouge (ISO 3864),
- sont en bon état,
- ne sont pas déformées.

L'espace libre autour du périmètre complet du robinet d'incendie armé est suffisant.

Lors du déroulement:

- le dévidoir tourne facilement autour de son axe,
- la rotation de la bobine du dévidoir s'arrête dans la limite d'un seul tour.

Le robinet d'incendie armé fixe :

- est solidement fixé,
- n'est pas endommagé.

Les points de fixation du robinet d'incendie armé pivotant :

- sont solidement fixés,
- ne sont pas endommagés.

Les charnières du robinet d'incendie armé pivotant :

- fonctionnent correctement,
- sont graissées,
- ne sont pas endommagées.

Le tuyau :

- est solidement fixé au raccordement du dévidoir,
- n'est pas endommagé,
- est enroulé autour du dévidoir dans le sens des aiguilles d'une montre,
- ne présente aucune fuite,
- s'emboîte dans l'orienteur,
- peut-être déroulé facilement dans toutes les directions.

La longueur du tuyau est conforme à la longueur indiquée dans le document.

L'orienteur :

- est installé à l'endroit requis à cet effet,
- est solidement fixé,
- n'est pas endommagé.

La lance :

- est solidement fixée au tuyau,
- n'est pas endommagée,
- ne présente aucune fuite,
- est placée correctement dans le dispositif de verrouillage.

Le type de lance utilisé est conforme à celui mentionné dans les documents.

La poignée de la lance :

- est correctement fixée à la lance,
- n'est pas déformée,
- est orientable dans toutes les directions indiquées.

L'orientation de la poignée est indiquée sur la lance.

Les différentes positions de réglage (fermeture, jet en diffusion et jet droit) sont indiquées sur la lance.

Le robinet d'arrêt d'alimentation :

- est correctement fixé,
- est en bon état,
- ne présente aucune fuite.

Le type de robinet d'arrêt d'alimentation est conforme à celui indiqué dans les documents.

La direction du jet d'eau est indiquée par une flèche sur le robinet d'arrêt d'alimentation.

La direction de l'ouverture du robinet d'arrêt d'alimentation est indiquée sur l'appareil.

L'espace libre autour du robinet d'arrêt d'alimentation est suffisant.

Le dispositif de verrouillage du robinet d'arrêt d'alimentation :

- est approprié,
- n'est pas endommagé.

Pour le robinet d'incendie armé manuel (*) :

- le robinet d'arrêt d'alimentation (avec dispositif de verrouillage ou non) est en position fermée;
- le robinet d'arrêt d'alimentation avec dispositif de verrouillage (*) ne peut pas être ouvert lorsque la lance est placée dans le dispositif.

Le dispositif de verrouillage de la lance :

- est solidement fixé,
- n'est pas endommagé.

Consigner la vérification sur le registre de sécurité de chaque site.

E) Point d'eau incendie

Les contrôles techniques comprennent :

Des contrôles fonctionnels portant sur :

- La vérification de la présence effective d'eau
- La bonne manœuvrabilité des appareils (dégrippage)
- La présence des bouchons
- La présence de l'intégralité des demi-*raccords
- L'accès et les abords
- Le volume et l'aménagement des réserves naturelles et artificielles
- La signalisation et la numérotation

Des contrôles de débit et de pression des PEI alimentés par des réseaux d'eau sous pression. Ils consistent à mesurer :

- La pression statique
- La pression dynamique résiduelle de l'appareil à son débit nominal sans être inférieure à 1 bar
- Un contrôle sur deux, le débit est mesuré à 1 bar de pression, dans la limite de deux fois le débit nominal.

Durant ses visites préventives, le titulaire sera tenu de remplacer à sa charge les pièces de rechange telles que les cartouches de gaz, les charges poudres, les doses d'additifs, les tromblons, les plastocelles, les soufflettes, les pulvérisateurs, les joints de tête, les étiquettes manquantes (liste non exhaustive). La fixation murale des extincteurs est également à la charge du titulaire lors de la maintenance lorsque ce dernier est descellé.

La dose sans fluor insérée dans certaines maintenances devra également être intégrée dans le coût de la maintenance annuelle.

Le prix de ces pièces sera compris dans le prix forfaitaire de la maintenance préventive, au même titre que la main d'œuvre et que le déplacement nécessaire à sa réalisation.

Si, au cours d'une visite annuelle de maintenance préventive, le titulaire s'aperçoit d'une panne nécessitant la mise en place de pièces de rechange autres que celles prévues au titre de la maintenance préventive ci-dessus, ou de la nécessité de recharger un ou plusieurs extincteurs, il s'engage à en informer l'Organisme

dès constat avant toute mise en œuvre de ces opérations correctives. Les prix des pièces détachées autres que celles prévues dans le cadre de la maintenance préventive seront réglés sur présentation d'une facture du fournisseur, sur laquelle sera appliqué le coefficient multiplicateur correspondant, renseigné dans l'acte d'engagement.

L'Organisme se prononcera alors au regard du coût entraîné par ces réparations et recharges par rapport à l'acquisition d'un nouveau matériel. En cas d'installation du matériel (pièces de rechange et nouvel équipement) ou des recharges, le coût de déplacement et de main d'œuvre sera compris dans celui du forfait de maintenance préventive, seuls les pièces détachées, les recharges et le nouveau matériel seront facturés en plus.

Les pièces de rechange mises en place seront toutes de qualité équivalente à celles d'origines.

Le titulaire s'engage également à limiter le turn-over des techniciens attitrés pour les sites de la CPAM. Ce suivi permettra au titulaire de connaître les spécificités de chaque site.

5.2 Maintenance corrective

Avant de procéder à une intervention de maintenance corrective, le pouvoir adjudicateur contactera le titulaire pour organiser une visite permettant de constater le dysfonctionnement. Le coût de cette intervention est compris dans le cadre de la maintenance préventive.

L'objectif de cette intervention est d'identifier la nature du dysfonctionnement, permettant ainsi au titulaire de planifier l'intervention de la maintenance corrective nécessaire à la résolution de la panne.

Le titulaire aura la possibilité de facturer la maintenance corrective lors de sa visite de réparation, qui interviendra ultérieurement.

Dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire s'engage à intervenir à la demande de la CPAM des Yvelines afin de résoudre les pannes d'un des équipements ou s'il doit être remplacé suite à une utilisation (début d'incendie ou acte de malveillance).

Le titulaire s'engage à répondre à la demande de la CPAM des Yvelines dans un délai fixé dans le cadre de l'acte d'engagement ce délai ne saurait être supérieur à deux jours ouvrés au maximum. À défaut, le titulaire encourt des pénalités prévues à l'article 11 du CCAP.

Si le Titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il devra en informer le représentant de l'Organisme.

En cas d'indisponibilité des extincteurs, le Titulaire s'engage à maintenir le niveau de sécurité pendant la période d'indisponibilité en mettant en place un matériel de substitution. Ces moyens sont à la charge du Titulaire et ne pourront être facturés uniquement sur la base du prix de la maintenance corrective. À défaut, de l'installation du matériel de substitution, le titulaire encourt des pénalités prévues à l'article 11 du CCAP.

Les prix de la main d'œuvre, du déplacement et de la recharge seront ceux prévus dans l'acte d'engagement.

Les prix des éventuelles pièces détachées autres que celles prévues dans le cadre de la maintenance préventive et nécessaires à la réparation du matériel seront réglés sur présentation de la facture du fournisseur sur laquelle sera appliquée le coefficient multiplicateur (maximum de 20%) prévu dans l'acte d'engagement.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS D'ACQUISITION DE FOURNITURES

5.1 Acquisition :

Le titulaire s'engage à fournir les équipements proposés dans le cadre de son offre et répondant aux caractéristiques données dans l'acte d'engagement.

Les prix des fournitures (extincteurs et supports) sont réputés comprendre le matériel et l'ensemble des coûts nécessaires à son installation sur site (frais de déplacement et de main d'œuvre).

La mise en place de tout nouveau matériel devra être inscrite dans le registre de sécurité tenu à jour par le titulaire et recensant l'ensemble des équipements dont dispose l'organisme.

Les extincteurs fournis seront conformes aux normes EN 3.

Les articles livrés par le titulaire doivent être conformes aux fiches techniques remises dans le cadre de son offre. En cas de changement d'une référence, le titulaire s'engage à proposer un matériel de niveau équivalent.

5.2 Reprise des fournitures :

En cas de vétusté, d'obsolescence ou d'un coût de réparation trop important entraînant un remplacement par un extincteur neuf, l'organisme cèdera le matériel usagé au titulaire qui se chargera de sa réhabilitation ou de son recyclage. Le titulaire sera alors propriétaire des fournitures qui lui seront cédées et chargé de leurs éventuelles destructions.

Le titulaire est supposé intégrer cet aspect dans son offre de prix, en sachant qu'aucune contribution ne lui sera demandée pour la récupération du matériel mais également qu'il ne pourra prétendre à aucune indemnité pour les éventuels frais de destruction qu'il devra supporter.

5.3 Echange standard :

S'agissant des extincteurs à gaz carbonique, en cas de vétusté, d'obsolescence ou d'un coût de réparation trop important, l'organisme pourra demander un échange standard du matériel correspondant au remplacement de l'ancien extincteur par un extincteur « réhabilité », c'est-à-dire dont l'usage est possible pendant 10 ans à l'identique d'un matériel neuf.

LOT N° 2 – MAINTENANCE DES S.S.I, DE L'ECLAIRAGE DE SECURITE (B.A.E.S) ET DES SYSTEMES DE DESENFUMAGE

6. PRESENTATION GÉNÉRALE

Le présent lot concerne la maintenance préventive et corrective des systèmes d'alarme d'évacuation des bâtiments, incluant les systèmes d'extinction automatique au gaz, ainsi que des éclairages de sécurité (BAES) et des systèmes de désenfumage présents sur les différents sites de la CPAM des Yvelines.

Les descriptifs des systèmes de désenfumage et du S.S.I sont mentionnés dans les annexes 2 et 3 du CCTP, l'annexe 4 du même document contient la liste des B.A.E.S présent sur les sites de la CPAM des Yvelines.

Les bâtiments et leurs installations respectives sont détaillés dans les mêmes annexes du présent document. Ces éléments sont susceptibles de modifications pendant la période contractuelle, et feront alors l'objet d'avenants

En cours de marché, le nombre de sites à vérifier et les installations qui y sont présentes pourront être modifiés par voie d'avenant en fonction de leur ouverture ou fermeture éventuelle et de la réalisation de travaux de modification, de réparation et ou d'extension.

Il transmettra alors un rapport d'intervention avec les éventuelles anomalies, non-conformité ou dysfonctionnements.

7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Dans le cadre des missions qui incombent au prestataire, il aura pour tâche d'assurer la maintenance préventive et corrective des systèmes d'alarme d'évacuation des bâtiments, incluant les systèmes d'extinction automatique au gaz, ainsi que des éclairages de sécurité (BAES) et des systèmes de désenfumage présents sur les différents sites de la CPAM des Yvelines.

Les prestations de maintenance préventive reposent sur une planification des interventions à intervalles réguliers sans attendre que les équipements ne subissent des défaillances. En intervenant de façon proactive visant à anticiper et à prévenir sur des problèmes potentiels, on augmente la durée de vie des équipements, on réduit les risques de pannes ou de dysfonctionnement et on améliore la fiabilité du matériel en évitant les interruptions inopinées.

Les prestations de maintenance corrective consistent en une intervention rapide pour mettre en œuvre des actions correctives visant à réparer l'équipement, afin de rétablir son bon fonctionnement. Cela permet de réduire au minimum les temps d'arrêt et les interruptions dans les processus opérationnels.

7.1 Maintenance préventive :

Les maintenances préventives des équipements seront effectuées à des intervalles appropriés entre les différentes catégories de maintenances préventives prévues dans le lot 2 par le titulaire du marché, et ce, tout au long de l'exécution de ses prestations.

7.1.1 Organisation de la maintenance préventive des S.S.I et système de désenfumage :

Après conclusion du contrat, le Responsable Hygiène et Sécurité transmettra un tableau recensant l'état du

parc tel qu'il apparaît à ce moment. Ce tableau sera ensuite mis à jour par le titulaire dès que nécessaire (modification du système, des pièces détachées, etc...)

Chaque année, le titulaire transmettra le calendrier d'intervention établi par ses soins au Responsable du Service Hygiène et Sécurité pour accord préalable, 6 semaines au maximum avant la date butoir de maintenance. Ce calendrier pourra faire l'objet d'ajustements en fonction de la disponibilité de la CPAM des Yvelines ou d'éventuels travaux à réaliser sur site, dans la limite du délai réglementaire de vérification annuelle.

A défaut de la réception du calendrier d'intervention, le titulaire encours des pénalités financières prévues à l'article 11 du CCAP.

En cas de changement de la réglementation applicable à ces matériels le titulaire devra en aviser la CPAM. Si cette modification concerne la périodicité des visites, un avenant sera conclu pour prise en compte.

Après chaque contrôle, un compte rendu sera établi par le vérificateur faisant part des différentes anomalies constatées et des opérations de maintenance courante qu'il aura effectuées.

Un état précis du parc sera mis à jour par le titulaire et transmis à la CPAM sous forme numérique au format Excel après chaque maintenance annuelle. Il comportera à minima :

- les dates de mise en service et de maintenance (dont les batteries)
- leurs lieux d'implantation,
- leurs types et caractéristiques des SSI et désenfumage
- Les éventuelles réserves non mentionnées dans le rapport de vérification.

Le titulaire s'engage également à limiter le turn-over des techniciens attitrés pour les sites de la CPAM. Ce suivi permettra au titulaire de connaître les spécificités de chaque site.

Le remplacement des pièces usagées inhérentes à la seule maintenance préventive tels que les cartouches CO2 ou des consommables usagés (fusibles, lampes, batteries, ...) est à la charge du titulaire et est inclus dans le forfait annuel de maintenance préventive correspondant à chaque site.

Le remplacement des autres pièces tels que les DM usagés, un défaut de batterie hors maintenance, les vitres cassées, etc....fera l'objet d'un prix forfaitaire que le titulaire devra mentionner dans son acte d'engagement.

A noter que pour les batteries des SSI, le remplacement, à la charge du titulaire, devra être effectué tous les 4 ans lors de la maintenance préventive annuelle. En cas de défaut ou d'une date d'installation supérieur à 2 ans à la date de notification, le remplacement sera facturé selon les termes définis dans l'acte d'engagement.

De même, une requalification des réservoirs dont la date d'installation est supérieure à 10 ans devra être programmé par le titulaire. Le coût de cette opération devra être spécifié dans l'acte d'engagement.

7.1.2 Organisation de la maintenance préventive des éclairages de sécurité (BAES)

La norme NF C 71-830 précise les modalités de maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité BAES et BAEH.

Avant chaque maintenance, le titulaire transmettra le calendrier d'intervention établi par ses soins au Responsable du Service Hygiène et Sécurité pour accord préalable, deux mois au maximum avant la date butoir de maintenance. Ce calendrier pourra faire l'objet d'ajustements en fonction de la disponibilité de la CPAM des Yvelines ou d'éventuels travaux à réaliser sur site, dans la limite du délai réglementaire de vérification annuelle. Ce calendrier pourra faire l'objet d'ajustements en fonction de la disponibilité des agents de la CPAM des Yvelines ou d'éventuels travaux à réaliser sur site.

A défaut de la réception du calendrier d'intervention, le titulaire encours des pénalités financières prévues à l'article 11 du CCAP

La maintenance préventive comportera deux visites par an :

- une première maintenance semestrielle avec notamment le test d'autonomie
- une seconde maintenance semestrielle, couplée à la maintenance des SSI/désenfumage, qui portera notamment sur le contrôle de tous les organes, le nettoyage, la maintenance et un second test d'autonomie.

La vérification mensuelle des BAES prévue dans la réglementation sera réalisée en interne par la CPAM.

En cas de changement de la réglementation applicable à ces matériels le titulaire devra en aviser la CPAM. Si cette modification concerne la périodicité des visites, un avenant sera conclu pour prise en compte.

Après chaque contrôle, un compte rendu sera établi par le vérificateur faisant part des différentes anomalies constatées et des opérations de maintenance courante qu'il aura effectuées.

Un état précis du parc sera mis à jour par le titulaire et transmis à la CPAM sous forme numérique au format Excel après chaque maintenance annuelle. A défaut de la réception du calendrier d'intervention, le titulaire encourt des pénalités financières prévues à l'article 11 du CCAP.

Le titulaire s'engage également à limiter le turn-over des techniciens attitrés pour les sites de la CPAM. Ce suivi permettra au titulaire de connaître les spécificités de chaque site.

En cas de réserves, le titulaire devra les lever en transmettant un devis. Si la réserve peut être levée lors de la maintenance, le titulaire devra en faire part aux référents de la CPAM pour un remplacement immédiat. Un devis de régularisation sera alors transmis ;

Si la réparation du système ne relève pas de l'entretien courant, il sera procédé tel qu'indiqué à l'article 7.2 du présent CCTP.

Suite à la validation du devis par la CPAM, le titulaire devra prendre contact avec le responsable hygiène sécurité afin d'organiser les visites d'intervention dans les limites du délai réglementaire de mise en conformité post-vérification.

Une fois l'ensemble des opérations effectuées, un état précis du parc sera remis à la CPAM sous forme numérique au format Excel, et sera mis à jour après chaque visite. Il comportera notamment :

- les dates de maintenance,
- leurs lieux d'implantation,
- leurs types et caractéristiques.
- Les éventuelles réserves non mentionnées dans le rapport de vérification.
- La personne qualifiée apposera et renseignera sur l'appareil une étiquette de maintenance lisible.

A défaut de la réception, le titulaire encourt des pénalités financières prévues à l'article 11 du CCAP.

Le titulaire s'engage également à limiter le turn-over des techniciens attitrés pour les sites de la CPAM. Ce suivi permettra au titulaire de connaître les spécificités de chaque site.

Le remplacement des pièces usagées inhérentes à la seule maintenance préventive ou des consommables usagés (fusibles, lampes, pancartes, étiquettes,) est à la charge du titulaire et est inclus dans le forfait annuel de maintenance préventive correspondant à chaque site, au même titre que la main d'œuvre et que le déplacement nécessaire à sa réalisation.

Sont exclus de cette clause, le remplacement des pièces nécessaires et détectées lors de la première maintenance.

Le coût de ces pièces fera l'objet d'un prix forfaitaire que le titulaire devra mentionner dans son acte d'engagement.

7.2 Maintenance corrective :

Avant de procéder à une intervention de maintenance corrective, le pouvoir adjudicateur contactera le titulaire pour organiser une visite permettant de constater le dysfonctionnement. **Le coût de cette intervention est compris dans le cadre de la maintenance préventive si le diagnostic n'a pas été réalisé lors du passage préventif.**

L'objectif de cette intervention est d'identifier la nature du dysfonctionnement, permettant ainsi au titulaire de planifier l'intervention de la maintenance corrective nécessaire à la résolution de la panne.

Le titulaire aura la possibilité de facturer la maintenance corrective lors de sa visite de réparation, qui interviendra ultérieurement.

7.2.1 Organisation de la maintenance corrective des S.S.I et système de désenfumage

En cas de panne du système, l'organisme en informera le titulaire dans les plus brefs délais. Ce dernier devra alors en évaluer la cause, et y remédier dans un délai qui ne pourra être supérieur à 8 heures ouvrées suivant l'appel de l'organisme. Si le Titulaire s'est engagé sur un délai plus court dans l'acte d'engagement, ce délai deviendra contractuel et devra être respecté. A défaut du respect du délai d'intervention, l'organisme se réserve le droit d'appliquer des pénalités pour retard tel que défini à l'article 11 du CCAP.

Dans l'éventualité où le titulaire rencontrerait des difficultés particulières pour effectuer la réparation, il devra en informer immédiatement l'organisme afin qu'il lui soit accordé un délai plus long de réparation. Le titulaire s'engage à mettre en place une solution temporaire le temps de ladite réparation afin de garantir la sécurité du bâtiment.

Le coût de la main d'œuvre et du déplacement sera payé par application des prix figurant à l'acte d'engagement.

Les prix des éventuelles pièces détachées autres que celles prévues dans le cadre de la maintenance et nécessaires à la réparation du matériel seront réglés sur présentation de la facture du fournisseur sur laquelle sera appliquée le coefficient multiplicateur prévu dans l'acte d'engagement (au maximum 20%).

Chaque intervention entrant dans le cadre du présent article donnera lieu à la signature d'un bon d'intervention par le responsable du site concerné ou toute personne chargée de le représenter.

A noter qu'une assistante technique téléphonique devra être organisée avant chaque déplacement du titulaire afin que le dysfonctionnement puisse éventuellement être résolu à distance par la CPAM.

7.2.2 Organisation de la maintenance corrective des éclairages de sécurité (BAES)

En cas de panne du système, l'organisme en informera le titulaire dans les plus brefs délais. Ce dernier devra alors en évaluer la cause, et y remédier dans un délai qui ne pourra être supérieur à 48 heures suivant l'appel de l'organisme. Si le Titulaire s'est engagé sur un délai plus court dans l'acte d'engagement, ce délai deviendra contractuel et devra être respecté. A défaut du respect du délai d'intervention, l'organisme se réserve le droit d'appliquer des pénalités pour retard tel que défini à l'article 11 du CCAP.

La maintenance corrective devra intervenir uniquement si l'intervention est jugée urgente et doit être levée avant le second passage annuel.

A noter qu'une assistante technique téléphonique devra être organisée avant chaque déplacement du titulaire afin que le dysfonctionnement puisse éventuellement être résolu à distance par la CPAM.

Dans l'éventualité où le titulaire rencontrerait des difficultés particulières pour effectuer la réparation, il devra en informer immédiatement l'organisme afin qu'il lui soit accordé un délai plus long de réparation. Le titulaire s'engage à mettre en place une solution temporaire le temps de ladite réparation afin de garantir la sécurité du bâtiment.

Le coût de la main d'œuvre et du déplacement sera payé par application des prix figurant à l'acte d'engagement.

Les prix des éventuelles pièces détachées autres que celles prévues dans le cadre de la maintenance et nécessaires à la réparation du matériel seront réglés sur présentation de la facture du fournisseur sur laquelle sera appliquée le coefficient multiplicateur prévu dans l'acte d'engagement.

Chaque intervention entrant dans le cadre du présent article donnera lieu à la signature d'un bon d'intervention par le responsable du site concerné ou toute personne chargée de le représenter.

8. TRAVAUX HORS MARCHÉ

L'Organisme pourra solliciter le titulaire en vue de la réalisation de travaux de modification, de réparation ou d'extension des installations.

Ces travaux seront exécutés sur bon de commande, signé du pouvoir adjudicateur, après présentation d'un devis du titulaire. L'organisme reste libre de consulter d'autres prestataires pour la réalisation de ces travaux.

En cas de modification des installations existantes, le prestataire sera sollicité en vue de réaliser la maintenance de ces nouvelles installations. Ces modifications feront alors l'objet d'avenant au contrat.

LES MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

9. LES MODALITÉS D'INTERVENTION SUR SITE

Le Titulaire est autorisé à intervenir sur les sites concernés par le présent contrat, entre 8h00 et 17h00 du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés et des jours de fermeture de l'organisme.

Le Titulaire doit informer les responsables d'immeuble de la CPAM des Yvelines, de la date et de l'heure de l'intervention prévue aux plannings d'intervention aux adresse numériques suivantes :

responsable.immeubles.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr
mamey.koulibaly@assurance-maladie.fr

Le Titulaire s'engage à respecter, ou à faire respecter par son personnel, toutes les mesures de sécurité applicables sur le site d'intervention, et s'efforcera de ne pas perturber le bon fonctionnement de ce site.

En dehors des maintenances et remplacements programmés, les demandes de fournitures supplémentaires seront faites selon les besoins de l'Organisme, à l'aide de bons de commande délivrés par le service des Achats pour tous les lots. Les principales caractéristiques de ces bons de commande sont spécifiées dans l'article 5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

10. LES QUALIFICATIONS DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire remet à l'Organisme la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément. Il informe la CPAM des Yvelines des mouvements de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'Organisme.

Il convient de rappeler que le marché est à **obligation de résultats**. Il appartient au titulaire dans le cadre de son marché, de définir le nombre, la durée et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site.

L'Organisme se réserve le droit à tout moment et sans avoir à se justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations. Le titulaire s'engage notamment à ce que son personnel ait une parfaite connaissance des dossiers remis dans le mois qui suit la prise en charge des installations et sache utiliser le matériel, les installations et équipements mis à disposition.

11. CONTROLE EFFECTUÉ PAR L'ORGANISME

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder, à tout moment, par ses Services Techniques ou par un organisme habilité ou agréé, à toute vérification et à tout contrôle des installations, sans pour autant dégager la responsabilité du Titulaire qui demeure pleine et entière.

Un technicien représentant du titulaire du marché pourra accompagner le contrôleur pendant ses visites.

Si le contrôle dévoile un manquement à l'entretien, le titulaire devra y remédier dans un délai de 48 heures après avoir été informé par l'Organisme. À défaut, des pénalités seront prévues conformément à l'article 11 du CCAP.

Dans ces conditions, le Titulaire doit se conformer aux instructions des vérificateurs chargés de l'exécution du contrat et transmettre à ceux-ci tout document nécessaire à la réalisation de leur mission de vérification.

A la suite de ces contrôles, le Titulaire peut proposer les dispositions qu'il estime devoir être prises en vue d'améliorer le fonctionnement des installations.

12. RÉUNION DE DEMARAGE DU MARCHÉ

Une réunion de démarrage aura lieu avec le Titulaire avant le début d'exécution des prestations, objet du marché. La date de la réunion sera fournie dans les meilleurs délais après la notification du marché par le pouvoir adjudicateur.

Elle réunira au minimum :

- Un ou plusieurs représentant du Titulaire,
- Le Directeur Logistique et Informatique de la CPAM des Yvelines,
- Le Représentant du Département Logistique de la CPAM des Yvelines,
- Un ou deux représentants du Service Achats de l'Organisme,
- Un ou deux représentants du Service Marchés et Assurances de la CPAM des Yvelines,
- Les responsables d'immeubles concernés par le marché,
- Un représentant du CRIP.

Au cours de cette réunion les points suivants seront notamment abordés :

- Désignation de l'interlocuteur privilégié de la CPAM des Yvelines et du Titulaire pour le suivi de la prestation.
- Accord sur le formalisme des bons de commande
- Accord sur le formalisme des bons d'intervention
- Rédaction du protocole de sécurité,
- Validation du planning des maintenances préventives

Ces listes ne sont pas exhaustives.

13. RÉUNION DU SUIVI DES PRESTATIONS

Les parties peuvent convenir de se réunir conviennent de se réunir, à un jour et une heure convenue à l'avance afin d'échanger sur l'exécution des prestations définies dans le présent marché.

L'objectif de ces réunions sera de faire le point sur les avancées, les éventuels obstacles rencontrés et de prendre l'ensemble les décisions nécessaires pour garantir la qualité et la bonne réalisation des prestations définies dans le CCTP.

Chaque partie s'engage à participer activement à ces réunions et à fournir toutes les informations nécessaires pour permettre un suivi efficace de la prestation.

Les parties auront la possibilité de réclamer des réunions d'urgence dans le cas de problème rencontré durant l'exécution des prestations.

À défaut de la participation du Titulaire aux réunions ou d'un silence constaté malgré de nombreuses relances par courriel ou appel téléphonique, des pénalités seront appliquées, conformément à l'Article 11 du CCAP.

FAIT EN UN SEUL ORIGINAL. A VERSAILLES, LE

Mention manuscrite "Lu et Approuvé"

Signature et Cachet

LES ANNEXES DU CCPT

ANNEXE 1 DU CCTP QUANTITÉS DES EXTINCTEURS

SITES	Eau 6L	Eau 9L	EP 50 L	Eau 50L (sur roues)	Douche Portative 9L	CO2 5kg	CO2 2kg	Poudre 6kg	Poudre 9kg	Total par site
VERSAILLES - Siège - - Siège / Prieuré / Poste gardien / Parking / Restaurant / Réserve	116	9			4	9	107	54	3	302
GUYANCOURT - Agence -	36				1		32			69
MONTIGNY - CRIP Centre informatique	20				1	3	25			49
MONTIGNY - Magasins -	28			2	1	1	11			43
TRAPPES - Agence -	11				1		8	2		22
PLAISIR - Point accueil -	3				1		3			7
RAMBOUILLET - Agence -	16				1		8	1		26
POISSY-Duployé Direction	17				1	1	15	3		37
POISSY - Technoparc - Agence -	26				1		13			40
SAINT GERMAIN EN LAYE - Agence -	5				1		7			13
CHANTELOUP LES VIGNES - Agence -	8				1		8			17
SARTROUVILLE - Agence -	7				1		7			15
LES MUREAUX - Agence -	9		1		1		7	3	3	24
TOTAL										664

- Les deux points d'eau sont situés sur Versailles
- Les trois RIA sont situés à Montigny-le-Bretonneux

ANNEXE 2 DU CCTP DESCRIPTIF DES DÉSENFUMAGES

SITE	ADRESSE	DESCRIPTIF INSTALLATION
CHANTELOUP LES VIGNES	33 Route de Poissy	Lanterneau asservi par un tirez-lâchez (dans escalier)
MONTIGNY LE BRETONNEUX - MAGASINS	10 Avenue Ampère	2 sécurovoûtes commandées par une armoire CO2 avec coffret aération 1 tirez-lâchez commandant un sécurovoûte 2 boîtiers tirez-lâchez commandant deux lanterneaux (escaliers)
POISSY	1 Place Emile Duployé	5 châssis asservis par 2 coffrets CO 2 R + 3 2 treuils sécurité incendie positionnés dans escaliers
POISSY TECHNOPARC	2-10 rue Edouard Jeanneret	2 boîtiers CO2 dans escaliers commandant deux châssis
RAMBOUILLET	92 Rue d'Angiviller	Velux asservis par deux boîtiers CO2 et treuils
VERSAILLES Bâtiment Principal	92 Avenue de Paris	8 ouvrants sur voûte asservis par deux boîtiers ouverture seule (RDJ et RDC) 1 coffret électrique ouverture et fermeture
VERSAILLES Bâtiment Prieuré	92 Avenue de Paris	2 fenêtres asservies par 2 coffrets CO 2 (dans chaque escalier)
VERSAILLES Restaurant	92 Avenue de Paris	8 châssis relevants avec moteur 220V dont 4 châssis asservis par vérins pneumatiques et équipement complet + 4 châssis de façade avec vérins à gaz et treuils pneumatiques 1 coffret CO2 O/F en bizone + télécommande CO2 O/F

ANNEXE 3 DU CCTP DESRIPTIF DES S.S.I

SITE	ADRESSE	CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION
POISSY	1 Place Emile Duployé	Centrale de type 1 (2eme étage) 17 déclencheurs manuels et 1 détecteur locaux 16 sirènes
RAMBOUILLET	92 Rue d'Angiviller	Centrale de type 4 NUGELEC (local technique RDC) 3 déclencheurs manuels 8 sirènes / 2 Détecteurs de fumée
CHANTELOUP LES VIGNES	35 Route de Poissy	Centrale de type 4 (bureau Chef de Centre) 6 déclencheurs manuels 7 sirènes
POISSY TECHNOPARC	2/10 Rue Edouard Jeanneret	Centrale de type 4 de marque legrand (local technique RDC) 10 déclencheurs manuels 9 sirènes
SAINT GERMAIN	Place des Rotondes	Centrale FINSECUR - KARA 8 UP Type A 4 déclencheurs manuels 4 détecteurs de fumées 3 diffuseurs sonores
GUYANCOURT	33-37 Boulevard Vauban	3 centrales d'extinction automatique type ZETTLER placés dans locaux techniques/serveurs soit 3 réservoirs IG 541 300BAR (année 2017) + double panneaux lumineux» + DM déverrouillage + Trappes d'étanchéité + 1 DI
LES MUREAUX	30 rue Gambetta	1 Equipement d'alarme et de signalisation KARA 8 UP1 7 détecteurs de fumées 5 déclencheurs manuels 5 diffuseurs sonores
SARTROUVILLE	3 rue Louis Pergaud	Centrale ESSER 809013 ES COM C 4 détecteurs de fumée 1 diffuseur sonore 3 Déclencheurs manuels
MONTIGNY LE BRETONNEUX - MAGASINS	10 Avenue Ampère	Centrale FINESECUR BALTIC 512 1 interfaces EI2P Tableau répéteur chez le gardien 7 Déclencheurs manuels / 5 déverrouillages de porte 71 détecteurs optiques 8 Indicateurs d'action / 15 Diffuseurs sonore 7 Flashes lumineux dans les sanitaires
VERSAILLES Bâtiment Principal	92 avenue de Paris	Equipement centraux (ECS/CMSI) compris AES de marque FINESECUR BALTIC 512 19 zones de détection et 6 interfaces adressables Tableau répéteur chez le gardien 32 Déclencheurs manuels 2 détecteurs thermo de fumée 167 détecteurs optiques 53 Indicateurs d'action / 58 Diffuseurs sonore 39 Flashes lumineux dans les sanitaires 15 blocs Portes DAS Reprise des informations de détection des centrales d'extinction 6 déverrouillage d'issues de secours Raccordement commande désenfumage atrium
VERSAILLES Bâtiment Principal Local Serveur	92 avenue de Paris	6 Centrales d'extinction BALTIC 512 automatique dans les salles serveurs avec pour chaque : 2 Panneaux « entrée interdite » 1 Commande de déverrouillage de porte 1 commande d'extinction de gaz Local n°1 : 3 réservoirs IG55 300BAR (année 2007) + trappe étanchéité + 3 détecteurs optiques + 3 DI Local n°2 : 1 réservoir 200Bar UN1006 + trappe étanchéité + DI Local n°3 à n°6 : 1 réservoir 200Bar UN1006 + DI
VERSAILLES Bâtiment Prieuré	92 avenue de Paris	1 SSI AGORA de type 4 avec 16DM / 6 déverrouillages
VERSAILLES Restaurant	92 avenue de Paris	1 SSI AGORA de type 4 avec 5 DI / 6 DM 20 DS

ANNEXE 4 DU CCTP

LISTE DES B.A.E.S

SITES	NOMBRE DE BAES (quantité approximative)
VERSAILLES - Siège - - Siège / Prieuré / Poste gardien / Parking / Restaurant	Environ 240
GUYANCOURT - Agence -	88
MONTIGNY - Magasins -	15
TRAPPES - Agence -	21
PLAISIR - Point accueil -	12
RAMBOUILLET - Agence -	23
POISSY Direction	64
POISSY - Technoparc - Agence -	58
SAINT GERMAIN EN LAYE - Agence -	12
CHANTELOUP LES VIGNES - Agence -	24
SARTROUVILLE - Agence -	20
LES MUREAUX - Agence -	15
TOTAL	592

Les quantités mentionnées ci-dessus ne sont pas contractuelles.